

Les services algériens s'interrogent sur le peu de réactivité de la DGSE



Début octobre, les services secrets algériens avaient transmis à la DGSE une note dans laquelle non seulement ils prévenaient leurs homologues français de la possibilité d'un attentat dans la région parisienne au cours des prochaines semaines, avec un risque notamment dans des manifestations rassemblant une foule importante, mais ils fournissaient également une liste de Français d'origine algérienne et maghrébine qui s'étaient fortement radicalisés et de « convertis » qui étaient en contact avec des combattants algériens de Daesh, placés sous surveillance depuis plusieurs mois, mais aussi avec des combattants français actuellement dans des camps syriens.

La DRS (Services secrets algériens) a infiltré les rangs de Daesh depuis plusieurs mois grâce à des agents très bien entraînés qui se font passer pour des candidats au djihad.

Cela explique pourquoi l'Algérie est si bien renseignée et n'a pas subi d'attentats de même envergure que ceux de Paris,

depuis bien longtemps.

Les services secrets algériens rappellent qu'à l'époque, ils avaient signalé à la DGSE nommément Omar Ismaïl Mostefaï, l'un des kamikazes du Bataclan, qui venait de séjourner dans sa famille, en Algérie, et dont ils avaient été informés de la forte « radicalisation ».

La DRS se montre étonnée du manque de réactivité de la DGSE face aux informations ainsi transmises (par deux fois le nom de Mostefaï leur avait été signalé).

Tout comme elle se montre stupéfaite devant l'incapacité de la Belgique, de l'Allemagne, d'autres pays européens et même le Canada, à contrôler la circulation de ces « radicalisés », originaires de leur pays, issus des banlieues, dont certains arrivent dans les aéroports des pays arabes du Moyen-Orient, afin de rallier des centres de formation théologique salafistes, puis retournent « chez eux ».

C'est également le cas de la France, pour certains binationaux, et quelques rares Français convertis, dont la destination est le Maghreb nord-africain, Algérie, Tunisie et Maroc et leurs nombreux imams salafistes.

Les services secrets algériens estiment que « *quelque chose ne tourne pas rond, en ce moment, au sein de la DGSE* » car de nombreux pays savaient ce qui se préparait, après la réapparition des caricatures du Prophète et les violentes réactions antifrançaises dans plusieurs pays arabes et musulmans, et ils en ont informé les services français sans provoquer la moindre réaction, tout d'abord Israël, une semaine plus tôt, mais également la Tunisie, qui en avait informé les services secrets italiens, sur de nombreuses infiltrations parmi les quelques centaines de « migrants » parvenus jusqu'à Lampedusa, et même la Turquie, paraît-il, grâce à quelques organismes qui n'apprécient pas tout particulièrement le dictateur Erdogan.

En tous les cas les États-Unis étaient forcément au courant, comment pouvaient-ils ne pas l'être avec leurs « grandes oreilles » qui traînent partout ? Apparemment, ils n'ont pas cru devoir prévenir la France, où alors ils l'ont avertie et elle n'en a tenu aucun compte, ce qui serait d'une gravité extrême !

Certains estiment que ces manquements graves dépassent de loin le manque de compétence, car la quantité d'informations capitales était suffisante pour tenter d'empêcher certains attentats, plus probablement l'insuffisance de personnel.

Je laisse la responsabilité de ces remarques à ceux qui les émettent.

(Sources : Monde Afrique et ZE-journal).

Que l'on me permette simplement de remarquer qu'après les paroles très « volontaristes » de Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur, 12 reconduites aux frontières, c'est vraiment quantité négligeable sur les 851 migrants étrangers « fichés S, pour radicalisation à caractère terroriste » et, en toute première priorité, ceux qui sont déjà l'objet d'une OQTF « obligation de quitter le territoire français ».

Que leurs pays d'origines n'en veuillent pas, cela se comprend, mais nous avons les mesures nécessaires pour les obliger à les accepter : déjà « refuser toute nouvelle demande d'immigration officielle dans nos consulats à l'étranger » et il y en a des dizaines de milliers en attente !

Et que l'on ne vienne pas nous opposer les règlements et les droits ordonnés par « Bruxelles », on s'en moque totalement !

Manuel Gomez